



Liban: Le 17 Mai 1983, «A Day Of Infamy», Un jour d'infamie, «Yom Al A'Ar, Ya Lil A'AR»

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2018

[Madaniya](#) 23 avril 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Ce papier est dédié à Habib Tanious Chartouni, l'homme qui a mis en échec le projet de la «Pax américano israélienne» au Liban, le parfait contre exemple des supplétifs libanais et arabes.

Membre du Parti Social National Syrien (PSNS), Habib Chartouni avait dynamité le quartier général du parti phalangiste libanais à Achrafieh (Beyrouth-Est), tuant sur le champ Bachir Gemayel et 25 de ses compagnons, le 14 septembre 1982, à la veille de l'entrée en fonction président élu du Liban.

L'élimination de Bachir Gemayel, élu à l'ombre des blindés israéliens dans Beyrouth assiégée par l'armée israélienne, a débouché deux jours plus tard sur le massacre des camps palestiniens de Sabra-Chatila, banlieue sud est de la capitale libanaise. Habib Chartouni a été condamné à mort par contumace et vit depuis lors dans la clandestinité. Sa famille, dn revanche, a été décimée en représailles par une série d'assassinats extrajudiciaires.

Ce papier est publié à l'occasion du 35 me anniversaire de la conclusion du traité de paix israélo-libanais. Un récit de la face cachée de ce jour d'infamie. L'intégralité de ce récit est parue en version arabe dans le Journal Al Akhbar sous le plume de l'universitaire libano-américain Assad Abou Khalil «Quand le Liban affichait ouvertement son amitié avec Israël». Cf document annexe.

1 - Israël, comme substitut à la France en tant que protectrice des chrétiens du Liban ?

La relation est ancienne, antérieure même à la création d'Israël, vivement souhaitée par les tenants de la spécificité libanaise, qui se révélera à l'usage une spéciosité, au point que le plus en vue des tenants de cette idéologie, Michel Chiha, proposera à ses interlocuteurs de l'agence juive qu'«Israël se substitue à la France en tant que protectrice des Chrétiens du Liban».

A l'usage, le confessionnalisme, la répartition des pouvoirs entre Chrétiens et Musulmans selon des critères communautaires, s'est révélé un poison qui aura gangrené la vie politique libanaise depuis l'indépendance du pays; un cadeau empoisonné légué par la France à ses enfants chéris. Et, le Pacte national, son complément programmatique, tant célébré comme un chef d'œuvre de convivialité, un marché de dupes.

Trois ans après l'indépendance du Liban et la conclusion du pacte national inter-libanais, l'Église maronite signait un pacte avec l'agence juive, en 1947 (1), soit un an avant la proclamation unilatérale de l'indépendance de l'État Hébreu; une manière de prendre gage

pour l'avenir en ce que l'alliance clandestine avec l'agence juive se voulait un antidote à l'alliance avec les musulmans libanais.

Sur ce lien pour aller plus loin sur ce sujet, notamment le texte du Pacte secret entre l'Agence juive et l'Église maronite et la visite du Patriarche Béchara Béchara Ar Rai en Israël, une forme déguisée de la normalisation par la théologie.

- <http://www.renenaba.com/al-qods-pelerinage-la-normalisation-par-la-theologie/>

Deux ans plus tard, en 1949, Michel Chiha, conseiller occulte et beau frère du premier Président de la République Libanaise post indépendance, Béchara El Khoury, prenait langue avec les représentants mouvement sioniste à Paris pour les assurer des intentions bienveillantes du pouvoir libanais à l'égard de ceux que le Monde arabe désignaient d'«usurpateurs de la Palestine». «Ni antisémite, ni antisioniste», jura ce banquier

Le fondateur du quotidien francophone «le jour» chargé de populariser ses vues, qui joua un rôle déterminant dans la proclamation de l'État du Grand Liban, sous le mandat français (1920-1943) fera à ses interlocuteurs juifs cette ahurissante proposition: que le nouvel État prenne «la relève de la France dans son rôle de protecteurs des chrétiens d'orient».

Ah cette pulsion morbide de se placer continuellement sous la coupe de l'étranger (2).

En 1956, le deuxième coup de Jarnac proviendra de Camille Chamoun, 2^{me} Président de la République libanaise.

L'homme qui commença sa carrière par une éblouissante profession de foi pro-palestinienne que ne renierait pas le plus farouche nationaliste arabe, dans sa première intervention devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, en sa qualité de délégué du Liban, en 1948, finira sa carrière en tant que chef du camp pro-américain au Moyen-Orient.

Succédant dans cette fonction à l'irakien Noury Said, lynché par la foule à Bagdad à la chute de la monarchie hachémite, en juillet 1958, Camille Chamoun présidera un pays qui aura connu sous son magistère la première guerre civile interconfessionnelle libanaise (1958), et sous son autorité au ministère de l'intérieur en 1975-1976, le lancement de la 2^e guerre civile libanaise.

Circonstance aggravante, le plus en vue des dignitaires maçonniques libanais sera le seul dirigeant arabe à refuser de rompre ses relations diplomatiques avec la Grande Bretagne et la France, en 1956, en signe de solidarité avec l'Égypte nassérienne dans la foulée de l'agression tripartite israélo-anglo-française de Suez.

Cet alignement inconditionnel sur la stratégie atlantiste de même que la cécité politique des milices chrétiennes libanaises dans leur alliance contre nature avec Israël, quinze ans plus tard, lors de la guerre inter factionnelle libanaise (1975-1990) ont semé la suspicion sur le patriotisme des maronites vis à vis du Monde arabe, entraînant un déclassement de leurs prérogatives constitutionnelles dans la règlement du conflit libanais.

2- La stratégie de la tension préluant à l'invasion israélienne du Liban.

Une stratégie orchestrée par les Israéliens en coordination avec Johnny Abdo

L'invasion israélienne du Liban avait été préparée un an plus tôt , en 1981, par le tandem Menahim Begin-Ariel Sharon, avec l'annexion du plateau du Golan syrien et de la

proclamation de Jérusalem «capitale indivisible et éternelle d'Israël» à la faveur des troubles ouvriers de Gdansk (Pologne), animés par Lech Valewsa, chef du mouvement Solidarnosc.

Beyrouth Ouest faisait alors l'objet d'une guerre psychologique de la part du camp pro saoudien contre la coalition palestino progressiste. Le leadership chiite traditionnel, -le mouvement Amal dans sa première mouture sous la direction de Cheikh Mohammad Mehdi Chamseddine et Abdel Amir Qabalan- menait une campagne incitative contre l'OLP qu'il qualifiait d'«organisation de Libération visant à consolider l'implantation palestinienne au Liban», alors que les «fiers à bras» de Saida, ville sunnite du sud-Liban, notamment les membres du groupe Abou Arida agissant sur les instructions conjointes des services israéliens et de leur interface libanais le capitaine Johnny Abdo, responsable du renseignement au sein de l'armée libanaise, orchestraient une stratégie de la tension par la multiplication d'accrochages et d'incendies de biens immobiliers en prévision de l'invasion.

Bachir Gemayel, commandant en chef des «Forces Libanaises (milices chrétiennes) qui avait été avisé des préparatifs d'invasion, misait sur cette opération pour accéder à la magistrature suprême.

Dans cette perspective, «La voix du Liban», l'organe du parti phalangiste, a été placée sous la supervision d'experts israéliens. Elias Sarkis, le président de l'époque, cédait progressivement au chef militaire phalangiste les attributs du pouvoir subsistant entre ses mains et cela dès septembre 1980, soit un an pile avant la date de la nouvelle élection présidentielle.

Walid Joumblatt, chef nominal de la coalition palestino progressiste et chef druze du parti socialiste progressiste, se préparait à la phase en gestation en menant des négociations secrètes avec ses adversaires, les milices chrétiennes.

CHARLES RIZK, ancien haut fonctionnaire chéhabiste, avait, lui affirmé la télévision nationale dont il était le PDG, à la propagande de Bachir Gémayel. Nommé ministre de la justice par le Président Emile Lahoud, Charles Rizk, fils d'un ancien fonctionnaire de l'ambassade de France au Liban Antoine Rozeik, récidivera un quart de siècle plus tard en, 2006, en entérinant, hors des normes constitutionnelles, la création du tribunal Spécial sur le Liban chargé de juger les assassins de l'ancien premier ministre Rafic Hariri. Une démarche accomplie, semble-t-il, en contrepartie d'une vague promesse du parrainage de sa candidature à la magistrature suprême par le groupe Hariri. Un comportement révélateur de l'opportunisme du personnage et de sa propension à la soumission aux diktat de l'étranger.

3 - La déconfiture des figures de l'opposition nationale: Walid Joumblatt (PSP), Georges Hawi (PCL) et Mohsen Ibrahim (OACL)

L'invasion israélienne du Liban, en juin 1982, et la perte du sanctuaire palestinien de Beyrouth, ont provoqué un vide politique dans les zones précédemment sous contrôle de l'OLP.

A - Le mouvement chiite Amal était divisé entre partisans de la poursuite de la guérilla anti israélienne, principalement les dirigeants de Beyrouth, et une passivité face aux israéliens, figurant majoritairement dans le groupe des dirigeants du sud Liban, zone à forte majorité chiite.

B- WALID JOUMLATT (Parti Socialiste Progressiste): L'arrivée des Phalangistes au Pouvoir a conduit le chef druze à décréter la dissolution du «Mouvement National Libanais» et la rupture de son alliance avec la Résistance palestinienne. Cette grave décision a laissé sans défense les militants de l'ancienne coalition des forces progressistes libanais, devenus la cible des représailles tant des Israéliens que des Phalangistes, notamment au sein de l'armée libanaise.

C- GEORGES HAWI (Parti Communiste Libanais) a, lui, lancé «un appel au désarmement des Palestiniens afin d'ôter tout prétexte aux Israéliens». Un comportement frileux qui constitue une insulte aux combattants communistes tués au combat contre l'occupation israélienne au sud-Liban. Prenant ses distances avec ses anciens alliés, Georges Hawi sera assassiné, en 2005, lors de la tentative de déstabilisation du Liban qui a suivi l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hairi.

D- MOHSEN IBRAHIM (SG de l'Organisation de l'Action Communiste au Liban) plaidera, lui, un délai de grâce en faveur du président Amine Gémayel afin de le juger sur ses actes. L'ancienne cheville ouvrière de la coalition palestino progressiste reniera par la suite son combat en faveur de la question palestinienne, qui fit sa gloire et sa renommée. Abandonné par les siens, il vit désormais replié dans la région montagneuse du Chouf sous la protection renforcée de Walid Joumlatt, le chef féodal de cette zone druze.

4 - Manifestations de joie au dégage ment des Palestiniens du Liban

A l'invasion israélienne du Liban, des manifestations de joie ont été organisées dans la Békaa et dans le Mont Liban (le secteur Chouf-Aley) en vue d'exprimer la gratitude des Libanais au dégage ment des Palestiniens du Liban.

Hamid Dakroub (député du groupe chiite du chef féodal Kamel Al-Assad, président de la chambre des députés), Farid Hamadé (druze), Joseph Toutounji, beau frère de Bachir Gemayel, Cheikh Ghassane Al Lakiss, Mufti du district de Jbeil, Tony Moufarrège, Khalil Osta, Gaith Houry, iront jusqu'à prononcer des discours de bienvenue aux envahisseurs.

Mohammad Mehdi Chamseddine critiquera la tournée d'inspection des troupes effectuée par les dirigeants palestiniens dans la Bekaa et le Nord Liban (cf. An-Nahar 11 septembre 1982), et, plutôt que de prôner la résistance à l'occupant, le dignitaire chiite se bornera à plaider la «résistance civile» qui sera matérialisée par des concerts de protestation au moyens d'ustensiles de cuisines (casseroles, plateau, cafetière). Une démarche identique à celle que préconisera quinze ans plus tard le premier ministre sunnite Fouad Siniora pour la libération du reliquat du territoire sous occupation israélienne: Les hameaux de Cheba'a et les villages de Kfarchouba et du Ghajar.

Le délire avait atteint un degré tel au sein de la classe politique libanaise que Camille Chamoun proposera un plan de règlement du Moyen-Orient préconisant un état groupant 2/3 d'Israéliens et un tiers de Palestiniens afin de préserver la prépondérance juive en Palestine (Cf à ce propos le journal Al- Ahrar 1 er Août 1982).

5 - L'Arabie saoudite et les sunnites libanais: Saeb Salam, Alia El Solh et Farouk Al-Moqqadem.

L'Arabie saoudite, via le dirigeant sunnite de Beyrouth, faisait campagne en faveur de Bachir Gemayel, au sein de la communauté musulmane de Beyrouth.

Abou Iyad, responsable de la sécurité de l'OLP, accusera l'ancien premier ministre Saeb Salam, et dirigeant sunnite de Beyrouth, de chercher à tirer profit de l'occupation israélienne de Beyrouth pour améliorer ses positions électorales.

Alia El Solh, fille de l'ancien premier ministre sunnite de l'époque de l'Indépendance Riad el Solh, affichera publiquement son soutien au clan Gemayel, pourtant complice de l'invasion israélienne du Liban. «L'espoir que j'ai placé dans le président martyr Bachir Gemayel, je le reporte sur son successeur et frère Amine Gemayel», déclarera-t-elle le jour de la signature du traité de paix israélo-libanais (Cf. journal Al Amal 17 Mai 1983).

Lui emboîtant le pas, Farouk al Moqqadem, chef de la milice «24 octobre» a rompu l'unanimité qui régnait à Tripoli, dans le Nord du Liban, contre la personne de Bachir Gemayel et sa politique. Sans la moindre justification, il ira se recueillir sur la tombe du président assassiné et proclamera son soutien à son successeur Amine Gemayel.

La mutation politique de Farouk al Moqqadem a constitué l'une des plus grandes surprises de cette guerre à Tripoli, une ville au nationalisme chatouilleux, qui représentait l'aile radicale du combat pro-palestinien. Cible d'un attentat, le transfuge a déserté sa ville pour trouver refuge à Achrafieh, le secteur chrétien de Beyrouth et fief des milices chrétiennes.

En dépit du jeu de Saeb Salam et de Mme Alia El Solh, les zones à majorité sunnite de la capitale libanaise sont demeurées réticentes à la candidature de Bachir Gemayel, échaudées par le racisme anti palestinien et anti musulman manifesté par le phalangiste durant la 1 ère phase de la guerre.

Ainsi, le palestinien Farouk Chehabbedine qui s'était rendu à la tête d'une délégation palestinienne à Bickfaya, fief du clan Gemayel dans le Metn, pour présenter ses condoléances à la suite de l'assassinat de Bachir Gemayel, sera enlevé à son retour à son domicile à Beyrouth et liquidé.

6 - Des manifestations aux cris «Les Palestiniens ennemis de Dieu»

Le vif antagonisme entre chiites et palestiniens débouchera sur la guerre des camps, en 1984-1985. A Tyr, à forte majorité chiite, les manifestations anti palestiniennes étaient ponctuées de mots d'ordre «La Illah Illa lah wal falasitini Adou Allah» -Il n'y a de Dieu que Dieu et le Palestinien est l'ennemi de Dieu». (cf le journal An-Nahar 29 mai 1985).

Bachir Gemayel avait exposé la politique qu'il entendait suivre, sous la tutelle de ses parrains israéliens, dans un article en deux volets parus les 9 et 10 Août 1982 dans l'hebdomadaire «An Nahar Al Arabi Wal Douali», appartenant au clan Tuéni.

Le poète Talal Haydar (chiite de Baalbeck) critiquera à la marge le plan Gemayel reprochant au président élu l'usage du terme «Nous les Chrétiens», lui proposant de le remplacer par l'expression «Nous les Libanais», suggérant que les «Forces Libanaises», la coalition des milices chrétiennes, comptaient dans leurs rangs des combattants chiites.

Le poète chiite a tenu ses propos conciliants alors que Bachir Gemayel renforçait le blocus de Beyrouth Ouest, privant le réduit palestinien du moindre ravitaillement et que les Israéliens intensifiaient leur raids aériens contre ce secteur qui fut durant la guerre le fief de la coalition palestino-progressiste, infligeant de considérables destructions aux infrastructures et au parc immobilier beyrouthin.

Kamel Al Assad, Président de la Chambre des Députés, qui soutiendra à la fin de sa vie s'être opposé au traité israélo-libanais, avait bel et bien signé le document et envoyé à la Présidence de la République pour ratification (Cf. An-Nahar 23 juin 1983).

Cheikh Abdel Amir Qabalan, dignitaire religieux chiite, s'est distingué par son ferme soutien à Amine Gemayel, alors que son collègue sunnite, le Mufti de la République, Cheikh Hassan Khaled, protestera contre les atteintes à l'encontre des civils commises par l'armée libanaise à Beyrouth-Ouest.

«J'ai aimé les Palestiniens quand ils étaient des révolutionnaires luttant pour leurs droits. Je suis devenu leur adversaire lorsqu'ils érigeront leur propre état à l'intérieur de l'État libanais», déclarera Qabalan en guise de justification à son soutien au président phalangiste (CF. Revue As-Sayyad 12 Août 1983).

Quant au Mufti druze, il n'a pas, lui non plus, hésité à soutenir les exigences de l'occupant israélien. Dans un discours prononcé à l'occasion de la Fête du Fitr, le 11 Juillet 1983, il a rendu hommage aux efforts déployés par Amine Gemayel à l'occasion des pourparlers israélo-libanais: «Nous avons le droit de vivre en paix et en toute liberté. Il est du droit de nos voisins de faire en sorte que notre territoire ne serve pas de plate-forme à des opérations hostiles à eux. Nous veillerons à préserver leurs droits» (CF Journal As-Safir 4 Juillet 1983).

En écho deux mois plus tard, le chiite Qabalan emboîtera le pas au druze en se déclarant hostile à la résistance anti-israélienne: «L'option militaire en cette étape n'est utile à personne. Nul n'en tire profit. Nous devons préserver le territoire national et éviter toute action militaire. Nous devons cesser toute action pour nous préserver les uns et les autres» (17 septembre 1983).

En compagnie de Cheikh Mohammad Mehdi Chamseddine, Cheikh Qabalan rendra visite à la hiérarchie phalangiste, Pierre Gemayel, fondateur du parti et père du président Amine Gemayel, et à Fadi Frem, chef militaire des Forces Libanaises dénonçant les «mains communistes»: «Les communistes tentent d'entraver le processus de pacification», a-t-il accusé dans le quotidien phalangiste Amal en date du 15 janvier 1983.

Cheikh Qabalan rejettera d'ailleurs toutes les critiques émanant des pays arabes concernant les négociations israélo-libanaises, réclamant que «les arabes se taisent». (Cf. An Nahar 28 décembre 1983).

6 -L'émergence de Rafic Hariri.

Le nom de Rafic Hariri est apparu d'une manière incidente dans les négociations israélo-libanaises, en sa qualité d'«assistant de l'Envoyé spécial saoudien le Prince Bandar Ben Sultan», à l'époque ambassadeur du Royaume à Washington.

Auparavant le milliardaire libano-saoudien s'était distingué, en pleine siège de Beyrouth par l'armée israélienne, par des travaux d'excavation dans le périmètre bordant l'entrée de la capitale libanaise dans une opération sous couverture humanitaire, mais qui a pu apparaître comme destinée à baliser le terrain à l'avancée des soldats israéliens.

Le rôle saoudien était complémentaire du rôle américain et visait à faciliter la conclusion du traité et son acceptation sur le plan arabe.

Invoquant l'accord du gouvernement libanais, l'administration américaine œuvrait pour une intégration des troupes de l'officier félon Saad Haddad au sein de la nouvelle armée nationale. Saad Haddad, qui avait rang de commandant, avait fait dissidence au début de la guerre civile, en 1975, avait constitué une troupe -(L'armée du sud Liban)- qui faisait office de garde frontières d'Israël dans la zone frontalière israélo-libanaise. Sa fille diplômée du Techno de Haifa a depuis lors opté pour la nationalité israélienne, rompant définitivement avec son pays d'origine.

La décision d'intégrer les soldats dissidents de l'officier félon a été prise en dépit des crimes de guerre commis par l'Armée du Sud Liban dans des divers endroits du Liban. Leur présence au sein de la nouvelle armée nationale répondait au souci des Américains et des Israéliens de disposer d'un «cheval de Troie» au sein des forces gouvernementales.

7- L'équipe des négociateurs:

Antoine Fattal un universitaire présomptueux; Amine Maalouf: Lauréat à Paris, controversé à Beyrouth.

L'équipe des négociateurs libanais était constituée des personnalités suivantes:

-Antoine Fattal, négociateur en titre.

-Amine Maalouf et Daoud Sayegh, portes-paroles

-Ghassane Tueni, propriétaire du groupe de presse An-Nahar, coordinateur général du coté libanais des négociations.

A - Amine Maalouf:

Amine Maalouf est le fils de Rouchdi Maalouf, directeur du Journal «Al Jarida», la version arabe du journal «l'Orient», propriété de Georges Naccache, par ailleurs membre dirigeant du parti «L'Appel national». Connue pour sa proximité avec Noury Said, l'ancien premier ministre pro britannique de la Monarchie irakienne, pendu en 1958, Rouchdi Maalouf était réputé pour sa politique pro occidentale et anti communiste, selon les indications contenues dans les mémoires de l'ancien directeur générale de la Sûreté générale Farid Chéhab (Page 19) entreposée à Saint Anthony College (Université d'Oxford) au Royaume Uni.

Amine, prendra le contre pied de son père dans sa jeunesse: Sympathisant de la gauche libanaise du temps où il était journaliste au quotidien arabophone An Nahar, l'écrivain franco-libanais basculera dans le camp des milices chrétiennes à l'élection de Bachir Gemayel à la Présidence de la République, en 1982, où il s'était vu proposé un rôle de conseiller du chef milicien au sein d'une task force constituée autour de Michel Abou Jaoudé, à l'époque éditorialiste du journal An Nahar.

Ce membre de l'Académie Française depuis 2011 suscitera les réserves des forces progressistes libanaises lors de son ralliement au clan phalangiste, matérialisée par sa présence aux négociations israélo-libanaises.

Pour atténuer les critiques, ses sympathisants avaient expliqué qu'Amine Maalouf avait été «convoqué» par le président phalangiste, alors que l'écrivain s'est porté volontaire pour servir l'éphémère président du Liban. Il suscitera une nouvelle polémique, 23 ans plus tard, à la suite de son interview à la chaîne israélienne I24, le 2 juin 2016.

Le quotidien libanais Al-Akhbar a lancé la controverse avec un éditorial qu'il n'a pas hésité à titrer «Léon L'Israélien», parodiant le titre du roman de Maalouf, « Léon l'Africain ». « N'a-t-il

pas été gêné par cette reconnaissance symbolique d'Israël ? », interroge l'éditorial virulent. L'auteur, « né au Liban, qui a grandi en Égypte et qui a été formé en France, est-il désormais si éloigné de son pays, de son peuple et de ses ancêtres, qu'il ne partage pas leurs sentiments et ni la même idée de ce qui est bon pour leur pays ? », questionne encore l'article qui a mis le feu aux poudres.

Le quotidien As-Safir a exécuté, lui, sa cible d'un titre laconique mais cruel: «La trahison d'un intellectuel».

- <http://www.afrique-asie.fr/menu/actualite/10189-humeurs-l-affaire-amin-maalouf-israel-24-enflamme-le-liban>

B – Antoine Fattal:

Professeur de Droit International à l'Université Saint Joseph de Beyrouth (USJ), université pontificale placée sous l'autorité des Pères Jésuites, Antoine Fattal a été le professeur rébarbatif d'Amine Gemayel en DEA de Droit International Public (section Droit maritime), dont le signataire de ce texte en fut le condisciple.

Une désignation faite en accord avec les Américains et les Israéliens, dont les orientalistes étaient friands des écrits islamophobes de l'universitaire chrétien syriaque libanais.

Nul ne s'était auparavant penché sur les écrits d'Antoine Fattal, alors qu'il est l'auteur d'un ouvrage nauséux sur les musulmans, au titre éloquent: «le statut des non musulmans dans les pays musulmans», paru en langue française en 1958, à l'époque de la 1^{re} guerre civile libanaise. Ce livre sert de référence aux courants xénophobes et islamophobes de l'extrême droite occidentale.

Présomptueux, Antoine Fattal donnera à ses interlocuteurs israéliens l'assurance que les critiques de la presse libanaise seront sans conséquence sur le cours de ces négociations. L'Histoire lui donnera tort.

C – La presse libanaise, au diapason.

La majorité des éditorialistes de la presse libanaise vantera les mérites du traité.

Ainsi Marwane Iskandar, chroniqueur économique du quotidien «An- Nahar» se félicitera que les Libanais aient «arraché un accord qui préserve les intérêts libanais» (An Nahar 12 Août 1983), alors qu'Elias Ad Dairy, du même quotidien, se réjouira du fait que les «députés libanais, dans leur grande majorité, aient assumé leurs responsabilités historiques, en ratifiant un accord qui préconise le retrait de toutes les forces étrangères du Liban». Cf. An Nahar Al Arabie Wal Douali 30 juin 1983). Entendez par là, l'armée israélienne certes, mais aussi les Palestiniens et les Syriens.... A la notable exception des mercenaires de l'extrême droite européenne venus soutenir ses amis miliciens chrétiens.

Joseph Samaha a figuré dans l'équipe chargée de la communication gouvernementale libanaise affectée à la couverture des pourparlers israélo-libanais. Mais les articles de ce sympathisant de la cause palestinienne et futur fondateur du quotidien progressiste «Al Akhbar» étaient dans leur totalité, critiques quant au choix d'Amine Gemayel d'engager ces négociations et sceptiques quant au prétendu soutien américain aux négociateurs libanais.

Joseph Samaha expliquera sa position dans un article en date du 25 décembre 1983 par son

souci de «ne pas affaiblir davantage la position du gouvernement libanais», ce qui, a contrario, suggérerait qu'il n'était pas opposé au principe des pourparlers.

Talal Salmane, Directeur du quotidien «As-Safir» fera preuve d'un grand courage dans la critique des choix du gouvernement libanais, faisant part de son opposition de principe à la tenue des pourparlers avec les Israéliens.

8 -Le vote de la chambre des députés en faveur du traité: Gloire à Najah Wakim et Zaher Al Khatib

Le traité de paix israélo-libanais a été adopté par la chambre des députés à une confortable majorité. Deux députés de tendance nassérienne, Najah Wakim (grec-orthodoxe) député de Beyrouth et Zaher Al Khatib, sunnite du Chouf, et ancien colistier de Walid Joumblatt, ont voté contre le traité.

Trois députés se sont abstenus: Rachid Al Solh (sunnite-Beyrouth), Albert Mansour (grec-catholique- Baalbeck) et Hussein al Hussein (chiite Baalbeck).

Un député Abdel Majid Al Rifai, tendance Baas irakien, a émis des réserves.

Walid Joumblatt

Opportuniste à tout crin, Il ne manifestera son hostilité au traité de paix israélo-libanaise que lorsque l'opposition à Israël s'est cristallisée, à l'instigation de la Syrie.

Au terme d'un entretien avec le Roi Hussein de Jordanie, le chef druze du parti socialiste s'était déclaré «en faveur des négociations israélo-américano-libanaise sous réserve qu'elles aboutissent au retrait total d'Israël du Liban» (An Nahar 14 avril 1983).

Dans ce contexte, son discours d'intronisation de son héritier Teymour Joumblatt, le 20 mars 2017, relève de l'esbrouffe: Walid Joumblatt a placé symboliquement sur les épaules de son héritier un keffieh à damier noir et blanc, comme celui que portait fréquemment Kamal. «Ô Teymour, préserve l'héritage de ton grand-père, le grand Kamal Joumblatt, et porte haut le keffieh de la Palestine arabe occupée, le keffieh du Liban progressiste, des hommes libres et des révolutionnaires, de ceux qui résistent à Israël»

Walid Joumblatt, un être versatile, opportuniste. Son discours? Du pipeau.

Pour aller plus loin sur ce thème
<http://www.renenaba.com/liban-walid-joumblatt-requiem-pour-un-saltimbanque/>

Ghassane Tuéni, coordinateur général des négociations du côté libanais, a spécifié que l'objectif des négociations était d'établir «une zone de sécurité internationale à la frontière israélo-libanaise, reconnue internationalement» (An-Nahar 14 janvier 1983). Moins d'un mois après cette déclaration, le Traité de Paix israélo-libanais du 17 mai 1983 était aboli sous la pression populaire.

L'arrivée de Rafic Hariri au pouvoir le 19 octobre 1992 devait marquer la reprise du rapprochement entre le Liban et Israël avec l'arrangement tacite conclu entre le milliardaire libano-saoudien et le premier ministre travailliste Shimon Perès à propos de «l'autoroute de la paix» devant relier Tel-Aviv Beyrouth, au delà l'hinterland arabe, via Damas.

Indice de sa volonté d'opérer un rapprochement en douceur avec Israël, Rafic Hariri lancera, dans l'ordre subliminal, un signal en direction de Tel Aviv, désignant comme son «conseiller

spécial» M. Daoud Sayyeh, l'un des précédents porte-parole de la délégation libanaise aux négociations de paix israélo-libanaises.

Mais cette tentative lui sera fatale comme à son prédécesseur Bachir Gemayel. Rafic Hariri a été assassiné le 15 Février 2005, et son rival chiite, le Hezbollah, prenant la relève du clergé défaillant collaborationniste, infligeait une contre performance militaire à Israël, l'année suivante, en juillet 2006.

Épilogue:

Le Liban une fonction traumatique à l'égard d'Israël, un curseur diplomatique pour le Monde arabe.

Depuis la conclusion d'un pacte de partenariat stratégique entre Ronald Reagan et les néo conservateurs israéliens le tandem Menahem Begin et Ariel Sharon, dans la décennie 1980, le bloc atlantiste s'est appliqué à engager une stratégie visant à la sécurisation d'Israël et au confinement de l'Iran. En connivence avec les «pays modérés arabes», c'est-à-dire les pétro monarchies parmi les plus régressives et répressives du Monde arabe et leur compères dictateurs Hosni Moubarak (Égypte) et Zine el Abidine Ben Ali (Tunisie).

En synergie avec les services américains et la totalité des services du bloc atlantiste (Turquie comprise), cette stratégie a néanmoins essuyé des échecs répétitifs retentissants à protéger leurs homme-liges de l'occident en Orient: Anouar el Sadate, le plus emblématique d'entre eux, Rafic Hariri, Benazir Bhutto, surtout Wissam al Hassan, la dague sécuritaire du clan saoudo américain au Liban et fer de lance du combat anti Assad en Syrie, alors qu'en contrechamps, l'Iran a accédé au rang de puissance du seuil nucléaire, que le Hezbollah libanais taille des croupières aux poulains des Occidentaux en Syrie et que leurs anciens pupilles, les djihadistes wahhabites, menacent directement la sécurité de leur ancien commanditaire saoudien.

La propulsion au pouvoir du chef militaire phalangiste Bachir Gemayel et la conclusion du traité libano-israélien relevaient de cette stratégie en formalisant juridiquement l'axe Le Caire-Tel Aviv-Beyrouth dans une «oasis de paix» muselant définitivement les Palestiniens. Ce plan a été mis en échec par la résistance opiniâtre des contestataires à l'ordre hégémonique israélo-américain, particulièrement au Liban.

Deux conceptions du combat politique se sont affrontées durant cette séquence: L'option de soumission aux anciens colonisateurs du Moyen orient et la logique de combat contre l'envahisseur-occupant. La version moderne de la dialectique du Maître et de l'Esclave.

La souillure morale représentée par la conclusion d'un traité de paix avec Israël a été purgée par la volonté du peuple combattant.

Au regard de l'Histoire, le Liban est le seul pays arabe à avoir signé un Traité de Paix avec Israël, le 17 Mai 1983, qu'il abolira sous la pression populaire, dix mois plus tard, le 5 Mars 1984 à la suite de la prise du pouvoir à Beyrouth-Ouest par les milices populaires; l'unique pays arabe à avoir obtenu le dégageant militaire israélien de son territoire, sans négociations, ni reconnaissance, ni, a fortiori, de traité de paix.

Unique pays arabe à avoir infligé deux revers majeurs à l'armée israélienne, le Liban exerce une fonction traumatique à l'égard d'Israël, un curseur diplomatique à l'égard du Monde arabe.

Références

1 - A propos du pacte secret entre l'Église maronite et l'Agence juive et les relations entre Israël et les Maronites, Cf. notamment ce texte en langue française «Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste par Benny Morris (Édition Complexe), chapitre I page 539 et suivants/ et Avi Shlaïm Israeli interference in internal arab world: The case of Lebanon. In The politics of arab integration”, Giacomo Luciani and Ghassane Salamé eds. (London 1988, page 236), dans le PDF joint page 19

- <http://english.dohainstitute.org/file/get/30e8d7ab-a803-4a2b-848e-9f4a14f1ba56.pdf>

ainsi que le texte complet de ce pacte en anglais et en arabe sous ce lien:

- <http://www.renenaba.com/al-qods-pelerinage-la-normalisation-par-la-theologie/>

2 - A propos de Michel Chiha, cf: «Les Maronites, le Liban et l'État d'Israël», in Middle East Studies, Volume 31, N° 3 Octobre 1995. Fondateur du quotidien francophone «Le Jour», Michel Chiha, banquier, joua un rôle déterminant dans la proclamation de l'État du Grand Liban, sous le mandat français (1920-1943), puis sous la présidence de son beau frère Béchara El Khoury.

- <http://www.renenaba.com/chretiens-dorient-le-singulier-destin-des-chretiens-arabes/>
- <http://www.renenaba.com/chretiens-dorient-le-singulier-destin-des-chretiens-arabes-2/>
- <http://www.renenaba.com/al-qods-pelerinage-la-normalisation-par-la-theologie/>
- <http://www.renenaba.com/presidentielles-liban-le-confessionnalisme-le-cadeau-empoisonne-de-la-france-a-ses-enfants-cheris-libanais/>

La source originale de cet article est [Madaniya](#)

Copyright © [René Naba](#), [Madaniya](#), 2018

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et

Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca